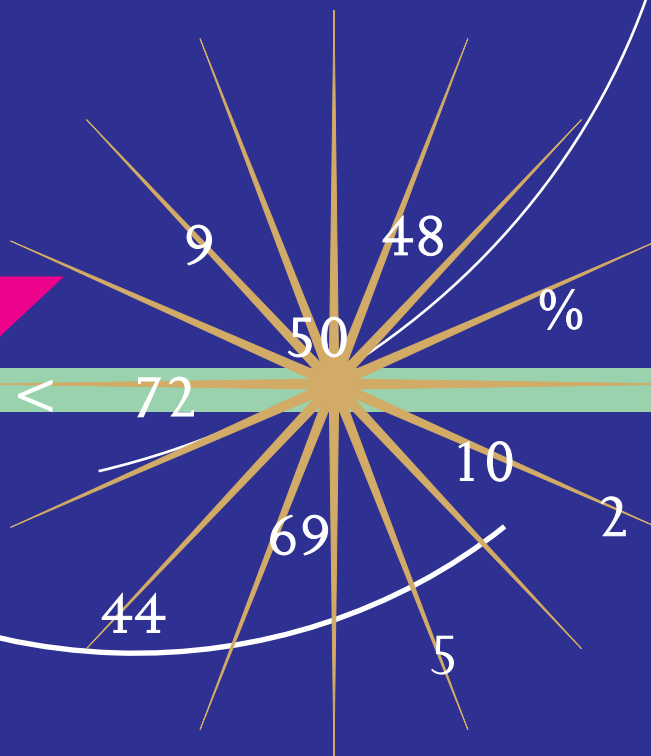


La
CORSE
en Bref



Edition
2014





La
CORSE
en Bref

Directeur de la publication :

Alain TEMPIER

Rédactrice en chef :

Angela TIRROLONI

Ont participé à cet ouvrage :

Insee :

Valérie FERRE

Claudine LAVERGNE

Rolande VALERY-COLONNA

Directe :

Céline MAÏSANI - INZAIÑA

Antoine DE MONTERA

Impression : Imprimerie Bastiaise

Dépôt légal : novembre 2014

© Insee 2014

SOMMAIRE

P	OPULATION	6
E	CONOMIE GENERALE	9
E	MPLOI	10
D	EVELOPPEMENT ECONOMIQUE	18
R	EVENUS - SALAIRES	24
D	EFINITIONS	26

Edito

Dans un contexte économique et social difficile, marqué notamment par la progression du chômage, l'édition 2014 de « La Corse en bref » propose, une nouvelle fois, de mettre en perspective les éléments pertinents et objectifs de la situation régionale.

Par le recueil d'informations simples et lisibles, mobilisant les données les plus récentes, cette publication, fruit d'un partenariat entre la Direccte et l'Insee, vise à favoriser la connaissance de l'environnement socio-économique de notre région et contribue ainsi à éclairer l'action des pouvoirs publics et le débat social.

Afin d'appréhender les spécificités locales de l'île et de situer la Corse dans le contexte national, la Corse en bref fournit des éléments de cadrage relatifs à la population, l'économie générale, le marché du travail, les entreprises, les revenus, mais également des informations concernant le tourisme et les transports. Cette publication s'adresse à un public d'institutionnels mais également à un public plus large, soucieux de mieux comprendre la région.


Géraldine MORILLON

Directrice régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi de Corse

Alain TEMPIER


Directeur régional
de l'Insee
de Corse

La CORSE en Bref




Au 1^{er} janvier 2011, la population de la Corse atteint 314 486 habitants. L'île figure parmi les régions françaises ayant connu la plus forte croissance démographique depuis 1999. Cette évolution provient exclusivement des phénomènes migratoires, le nombre de naissances et de décès annuels s'équilibrant. Sur l'île comme sur le continent, tous les types de territoires bénéficient du dynamisme démographique. En Corse, l'augmentation de la population est principalement alimentée par l'attraction des pôles urbains. Cependant, l'espace rural se peuple aussi.

La Corse demeure une région âgée. La part des moins de 20 ans est sensiblement inférieure à la moyenne nationale et les plus de 75 ans représentent 10 % de la population contre 9 % pour la France. Le niveau de diplôme reste inférieur à la moyenne française. Ainsi, en 2011, encore 30 % des résidents de Corse n'ont aucun diplôme, ils sont 28 % au niveau national. Par ailleurs, 21 % de la population dispose d'un diplôme d'un niveau supérieur au baccalauréat contre 26 % en France. La faible part de diplômés de l'enseignement supérieur reflète en partie la sous-représentation des cadres en Corse. Ainsi, cette catégorie socioprofessionnelle représente 5 % de la population, soit près de 4 points de moins qu'en moyenne nationale.




En 2012, le produit intérieur brut de la Corse s'élève à 8,17 milliards d'euros. Sa progression sur ces dernières années demeure parmi les plus élevées de France. Avec 25 523 euros, le PIB par habitant reste en deçà de la moyenne des régions françaises de province. La répartition sectorielle de la richesse produite se distingue de l'ensemble des autres régions. Ainsi, le tertiaire marchand occupe une place prépondérante, grâce notamment aux activités liées au tourisme. La construction est un autre pilier de l'économie. A l'inverse, le tissu industriel est très restreint. Enfin, les services administrés ont un poids supérieur à toutes les autres régions.




Fin 2012, la Corse compte 107 140 salariés. Parmi eux, 59 % travaillent dans des activités marchandes, en grande majorité dans le tertiaire. L'emploi salarié marchand - hors agriculture et particuliers employeurs - progresse légèrement de 0,3 % sur l'ensemble de l'année 2013. Cette croissance est portée par les services marchands et l'industrie. Le commerce, quant à lui, s'affaiblit tandis que la construction perd massivement des emplois. La croissance de l'emploi salarié ne permet pas d'endiguer la dégradation du marché du travail qui persiste en Corse depuis 2009. En 2013, le chômage s'intensifie : au 4^e trimestre, le taux de chômage régional s'établit à 9,9 % de la population active (contre 9,7 % à l'échelon national). Au niveau des départements, le chômage demeure plus élevé en Haute-Corse.

Fin décembre 2013, en données corrigées des variations saisonnières, 18 779 demandeurs d'emplois tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories ABC) sont inscrits au Pôle emploi en Corse. Sur un an, ce nombre augmente à un rythme plus soutenu qu'au niveau national (+ 10,8 % contre + 6,0 %). Tous les publics sont concernés par cette dégradation du marché du travail, mais la situation est plus préoccupante pour les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus (+19,7 %). La demande d'emploi des jeunes progresse également (+3,0 % sur un an contre + 0,8 % au niveau France métropolitaine) mais à un rythme nettement moins soutenu que les années précédentes. Les femmes sont moins touchées que les hommes avec une progression annuelle de 9,0 % contre + 13,0 % pour leurs homologues masculins. En données corrigées des variations saisonnières, le total des entrées à Pôle emploi augmente en Corse (+ 2,9 %) alors



qu'il se stabilise à l'échelle nationale (- 0,2 %). Cette tendance s'explique essentiellement par la hausse des fins de contrat qui, compte tenu de la saisonnalité de l'activité économique de la région, restent le principal motif d'inscription (45 % des entrées annuelles). Parallèlement, la reprise d'emploi et les sorties suite à une absence au contrôle sont les principaux motifs de sorties de Pôle emploi : 30 % des sorties annuelles se justifient par l'un de ces deux motifs. Toutefois, les sorties pour reprise d'emploi sont sous-évaluées car certains demandeurs d'emploi quittent Pôle emploi après avoir retrouvé un emploi mais ne le déclarent pas à Pôle emploi et sont donc enregistrés comme sortants pour absence au contrôle.


Au cours de l'année 2013, en données corrigées des variations saisonnières, 14 904 offres d'emploi ont été enregistrées à Pôle emploi. Parmi elles, seules 31 % sont des offres d'emploi durable (CDI et CDD de plus de 6 mois), comme en 2011.



Au 1^{er} janvier 2013, 33 150 établissements du secteur marchand non agricole sont implantés en Corse. Ces unités sont de petite taille : 96 % ont moins de 10 salariés. Le secteur des services regroupe 41 % des établissements. Le secteur du commerce, transport et hébergement-restauration (CTHR) occupe la deuxième place, avec 36 % des établissements répartis de façon égale sur les deux départements. En 2013, avec 3 720 entreprises créées, le nombre total des créations diminue de 4 % par rapport à 2012. Le régime d'auto-entrepreneur est en recul, il ne représente plus que 46 % des nouvelles unités de la région.

L'artisanat est très présent en Corse. Le nombre d'entreprises artisanales rapporté au nombre d'habitants place l'île en tête des régions françaises. En 2013, 10 400 entreprises artisanales sont implantées dans la région, une sur deux dans le secteur du bâtiment. D'ailleurs, la moitié des créations d'entreprises artisanales en 2013 relèvent de ce secteur, davantage qu'au niveau national.

En 2013, le nombre de passagers accueillis dans les ports et aéroports de Corse est de 8,2 millions, croisiéristes compris, soit une stabilité de fréquentation. Les trafics croisières reculent à nouveau, - 16 %, les lignes régulières et charter progressent de 1,4 % avec 7,5 millions de passagers au départ et à l'arrivée. Cette année, les trafics sur l'étranger repartent à la hausse après deux années de dégradation et les trafics français se maintiennent. L'activité globale des hôtels et des campings de la région suit la tendance haussière des trafics passagers. La fréquentation des campings, avec 4,1 millions de nuitées, est en forte hausse par rapport à 2012, celle des hôtels diminue de 1 %, avec 2,9 millions de nuitées.



Le revenu disponible brut annuel des ménages s'élève à 18 784 € par habitant en 2011, situant la Corse un peu en deçà de la moyenne des régions françaises de province. En particulier, sur le champ excluant la fonction publique d'Etat et l'agriculture, les revenus salariaux sont globalement plus faibles que la moyenne nationale. Cela concerne l'ensemble des catégories socioprofessionnelles à l'exception des professions intermédiaires.

Cet écart s'explique moins par le taux de salaire horaire que par la durée du travail. En effet, en Corse, l'importance de l'emploi saisonnier, qui par définition n'est occupé qu'une partie de l'année, joue défavorablement sur le revenu annuel.

Avertissement : les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine. Certains tableaux correspondent à la France entière (France métropolitaine et départements d'outre-mer).

Signes conventionnels utilisés :

... = données non disponibles ; (p) = données provisoires ; /// = sans objet.

Démographie

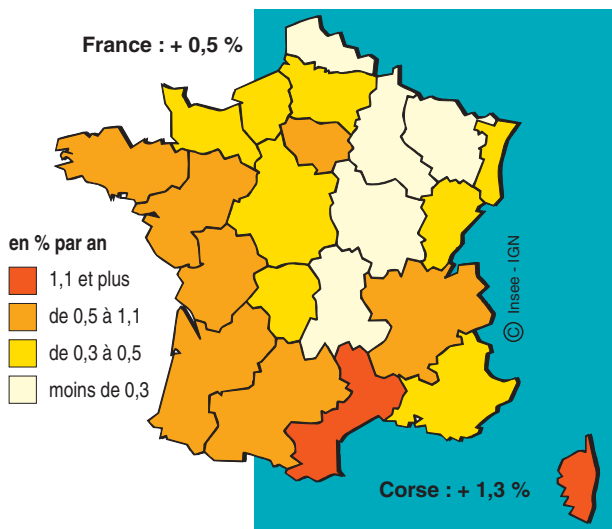
Population - Etat civil

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Populations légales au 1 ^{er} janvier 2011	145 846	168 640	314 486	63 070 344
Naissances domiciliées en 2012	1 398	1 612	3 010	819 191
Décès domiciliés en 2012	1 363	1 558	2 921	567 933
Taux de natalité en 2012 (‰)	9,4	9,4	9,4	12,6
Taux de mortalité en 2012 (‰)	9,2	9,1	9,1	8,7
Espérance de vie à la naissance des hommes en 2012 (ans)	79,7	79,8	79,8	78,5
Espérance de vie à la naissance des femmes en 2012 (ans)	85,7	85,1	85,3	84,8
Estimations de population au 1 ^{er} janvier 2012 (p)	147 401	170 915	318 316	63 378 545
Estimations de population au 1 ^{er} janvier 2013(p)	149 013	173 107	322 120	63 659 608

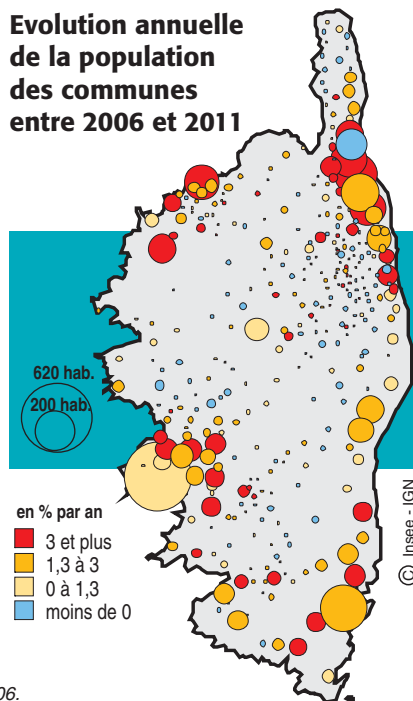
Source : Insee, Estimations localisées de population, Recensement de la population 2011- Exploitation principale - Etat civil.

Evolution de la population

Taux d'évolution annuel de la population entre 2006 et 2011



Evolution annuelle de la population des communes des communes entre 2006 et 2011



Source : Insee, Recensements de la population - Populations légales 2011 et 2006.

Age de la population

Répartition de la population selon l'âge et le sexe en 2011

Age	Hommes	Femmes	Ensemble	Corse (%)	France (%)
moins de 20 ans	33 892	31 231	65 123	20,7	24,4
de 20 à 59 ans	81 282	82 444	163 726	52,1	52,2
de 60 à 74 ans	26 065	27 632	53 697	17,1	14,3
75 ans ou plus	12 623	19 314	31 937	10,1	9,1
Total	153 862	160 621	314 483	100,0	100,0

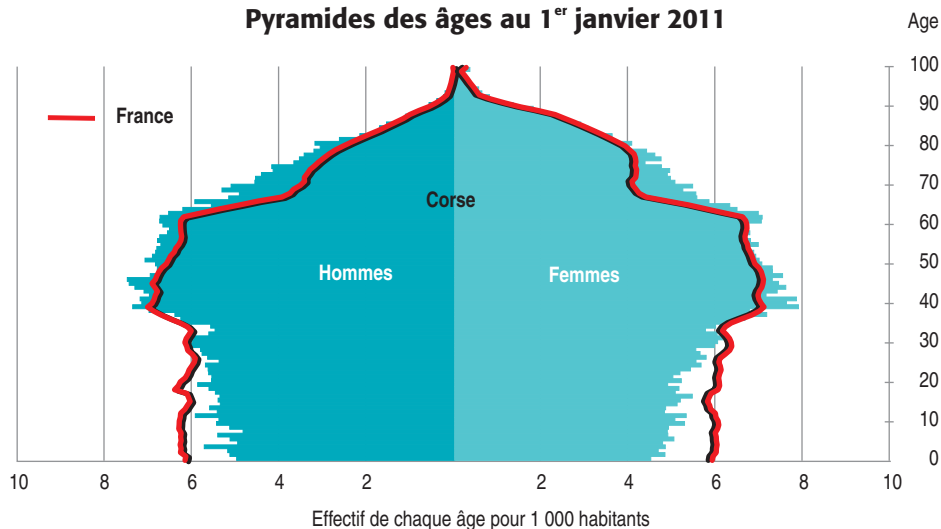
Source : Insee, Recensement de la population 2011- Exploitation principale.

Répartition de la population par département selon l'âge et le sexe en 2011

Age	Corse-du-Sud		Haute-Corse	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
moins de 20 ans	15 628	14 470	18 265	16 760
de 20 à 59 ans	36 902	38 656	44 381	43 788
de 60 à 74 ans	12 045	12 907	14 020	14 726
75 ans ou plus	6 111	9 125	6 511	10 189
Total	70 686	75 158	83 177	85 463

Source : Insee, Recensement de la population 2011 - Exploitation principale.

Pyramides des âges au 1^{er} janvier 2011



Lecture : en Corse, sur 1 000 habitants, 6 sont des femmes âgées de 30 ans.

Source : Insee, Recensement de la population 2011.

➔ Ménages

Ménages selon le mode de cohabitation en 2011

	Corse	France
Ensemble des ménages	134 833	27 347 574
Ménages d'une personne (%)	30,4	34,3
Homme seul (%)	13,4	14,4
Femme seule (%)	17,0	19,9
Ménages avec famille (%)	64,9	63,1
Couples avec enfant(s) (%)	27,4	27,3
Familles monoparentales (%)	11,3	8,7
Couples sans enfant (%)	26,2	27,1
Autres ménages (%)	4,7	2,6

Source : Insee, Recensement de la population 2011 - Exploitation complémentaire.

Ménages propriétaires de leur résidence principale (%)	54,8	57,8
Ménages locataires de leur résidence principale (%)	39,4	39,8

Source : Insee, Recensement de la population 2011 - Exploitation principale.

→ Etrangers

Etrangers

	Corse		France	
	2006	2011	2006	2011
Nombre d'étrangers	23 680	27 481	3 541 820	3 773 509
Part dans la population (%)	8,0	8,7	5,8	6,0

Source : Insee, Recensements de la population 2006 et 2011 - Exploitation principale.

→ Diplômes

Diplômes des 15 ans ou plus ayant terminé leurs études

	Corse		France	
	2006	2011	2006	2011
Population des 15 ans ou plus (nombre)	226 403	244 400	44 362 952	45 859 720
Sans diplôme (%)	35,0	30,4	32,0	27,9
BEPC (%)	9,9	9,0	6,6	6,1
CAP, BEP (%)	18,0	18,8	24,0	23,9
BAC (%)	19,3	21,2	15,0	16,4
Diplôme de l'enseignement supérieur (%)	17,8	20,6	22,4	25,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Insee, Recensements de la population 2006 et 2011- Exploitation principale.

→ Catégories socioprofessionnelles

Répartition de la population des 15 ans ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle en 2011

Catégorie socioprofessionnelle (PCS) :	Corse (%)	France (%)
Agriculteurs exploitants	1,0	0,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	5,3	3,4
Cadres, professions intellectuelles supérieures	5,3	8,9
Professions intermédiaires	11,2	14,1
Employés	18,4	16,6
Ouvriers (y.c. agricoles)	11,0	13,3
Retraités	26,6	26,6
Autres sans activité professionnelle	21,2	16,2
Total	100,0	100,0

Source : Insee, Recensement de la population 2011- Exploitation complémentaire.

➔ Produit intérieur brut

Produit intérieur brut en 2012

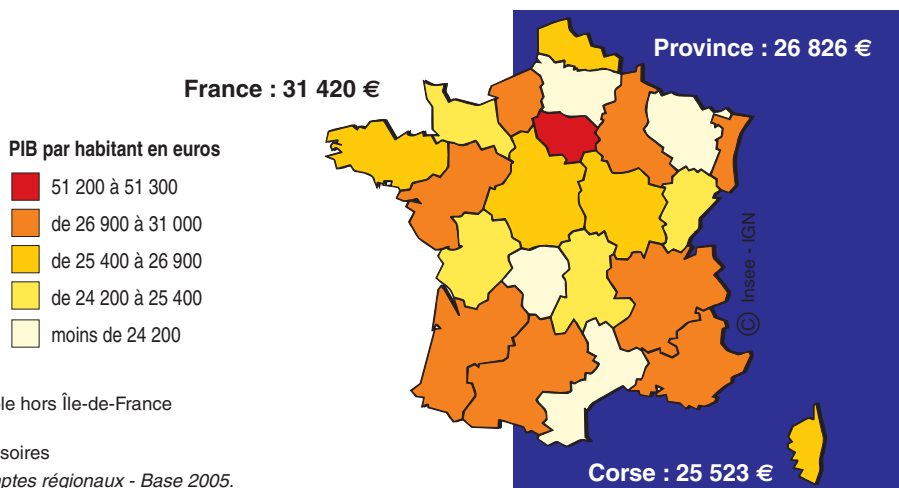
	Corse	Province	France
PIB total (millions d'euros)	8 173	1 383 464	1 995 786
PIB par habitant (euros)	25 523	26 826	31 420
PIB par emploi* (euros)	66 325	68 234	75 818

Données 2012 provisoires

*salarié et non salarié

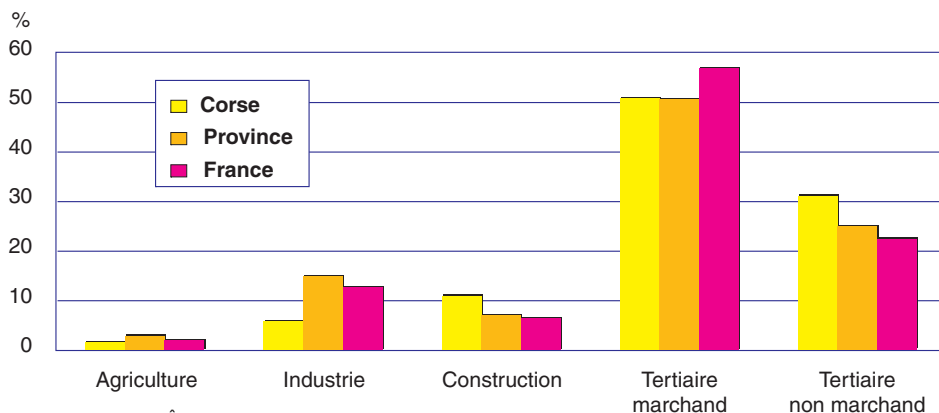
Source : Insee, Comptes régionaux - Base 2005.

Produit intérieur brut par habitant selon les régions en 2012



➔ Valeur ajoutée brute

Répartition de la valeur ajoutée brute par secteur d'activité en 2012



Population active

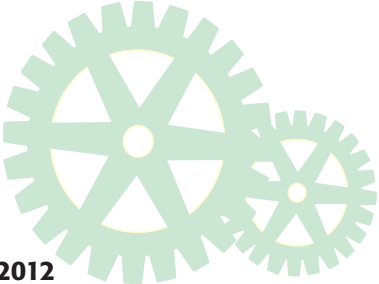
Population active parmi les 15-64 ans en 2011

	Corse	France
Population active (15-64 ans) en nombre	138 621	29 496 454
Taux d'activité (%)	68,7	72,6
Taux d'activité des hommes (%)	74,8	76,2
Taux d'activité des femmes (%)	62,7	69,1
Taux d'emploi (%)	60,6	63,7
Taux d'emploi des hommes (%)	67,8	67,3
Taux d'emploi des femmes (%)	53,5	60,1
Taux d'emploi des 55-64 ans (%)	41,1	40,5

Source : Insee, Recensement de la population 2011 - Exploitation principale.

Emploi salarié - non salarié

Emploi salarié par secteur d'activité au 31 décembre 2012



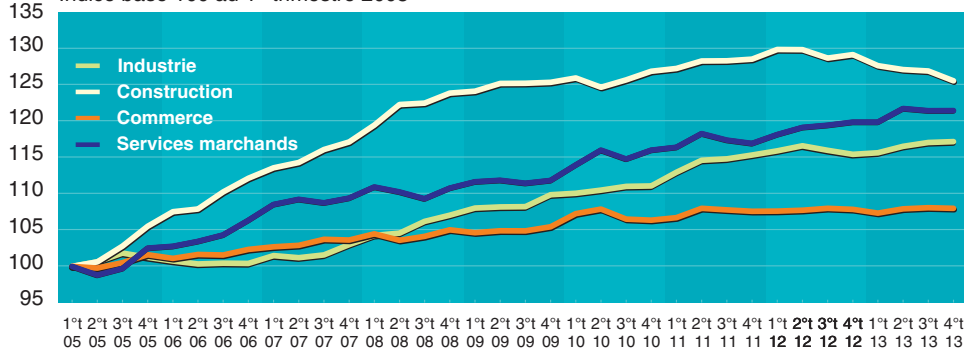
	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France
	Evolution annuelle moyenne nombre	2012 / 2002 %	Evolution annuelle moyenne nombre	2012 / 2002 %	Evolution annuelle moyenne nombre	2012 / 2002 %	Evolution annuelle moyenne nombre
Agriculture	413	0,9	1 540	1,6	1 953	1,4	- 1,2
Industrie	3 296	2,1	2 988	1,1	6 284	1,6	- 2,1
<i>Ind. agricoles et alimentaires</i>	958	1,6	1 313	1,1	2 271	1,3	- 3,6
<i>Energie</i>	1 215	1,6	651	2,2	1 866	1,8	- 2,4
<i>Autres Industries</i>	1 123	3,2	1 024	0,6	2 147	1,9	- 1,9
Construction	5 859	4,7	5 587	3,8	11 446	4,2	1,0
Commerce	7 143	1,2	8 275	1,2	15 418	1,2	0,2
Transports	3 502	1,5	2 965	0,4	6 467	1,0	- 0,2
Hébergement et restauration	2 864	2,5	2 329	2,8	5 193	2,6	1,4
Information et communication	749	0,1	507	1,2	1 256	0,5	0,7
Activités financières	1 098	3,1	1 187	3,0	2 285	3,0	0,8
Activités immobilières	425	1,2	461	3,7	886	2,4	0,2
Soutien aux entreprises	3 646	3,9	3 328	3,7	6 974	3,8	1,0
Autres activ. de services marchands	2 631	3,4	2 366	1,1	4 997	2,2	1,2
Administration	14 499	3,3	8 838	3,2	23 337	3,3	0,3
Enseignement, santé, action sociale	9 670	1,4	10 977	1,5	20 647	1,5	0,7
Ensemble	55 795	2,5	51 348	2,1	107 143	2,3	0,2

Données 2012 provisoires

Source : Insee, Estimations d'emploi localisées.

Variation trimestrielle de l'emploi salarié marchand* par secteur d'activité en Corse

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



*hors agriculture et particuliers employeurs

Source : Insee, Estimations trimestrielles d'emploi salarié.

Emploi non salarié par secteur d'activité au 31 décembre 2012

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	nombre	Evolution annuelle moyenne 2012 / 2002 %	nombre	Evolution annuelle moyenne 2012 / 2002 %	nombre	Evolution annuelle moyenne 2012 / 2002 %	nombre	Evolution annuelle moyenne 2012 / 2002 %
Agriculture	836	-2,1	1 558	-2,2	2 394	-2,2	424 891	-2,2
Industrie	354	3,1	429	3,7	783	3,4	131 348	0,2
Construction	1 246	5,1	1 386	5,1	2 632	5,1	295 671	2,6
Tertiaire marchand	3 736	2,9	3 829	3,1	7 565	3,0	1 268 178	2,0
Tertiaire non marchand	1 269	3,8	1 429	4,2	2 698	4,0	431 271	3,0
Ensemble	7 441	2,6	8 631	2,3	16 072	2,5	2 551 359	1,3

Données 2012 provisoires

Source : Insee, Estimations d'emploi localisées.

Emploi par zone d'emploi au 31 décembre 2011

	Ajaccio	Porto-Vecchio	Sartène-Propriano	Bastia	L'Île-Rousse	Calvi	Corte	Ghisonaccia-Aléria	Total Corse
Emploi total	47 346	11 536	3 914	40 730	9 280	3 947	5 815	122 568	
Non salariés	4 705	1 935	708	5 566	1 585	604	885	15 988	
Salariés :	42 641	9 601	3 206	35 164	7 695	3 343	4 930	106 580	
Agriculture (%)	0,4	1,6	2,9	2,0	2,3	0,8	9,9	1,7	
Industrie (%)	6,1	4,7	6,0	6,3	3,6	4,8	8,5	5,9	
Construction (%)	7,9	19,2	18,8	10,9	10,7	9,3	12,4	10,7	
Tertiaire marchand (%)	38,0	44,4	38,7	46,2	33,8	31,8	25,8	40,2	
Tert. non marchand (%)	47,6	30,1	33,6	34,6	49,6	53,3	43,4	41,5	
Total salariés (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

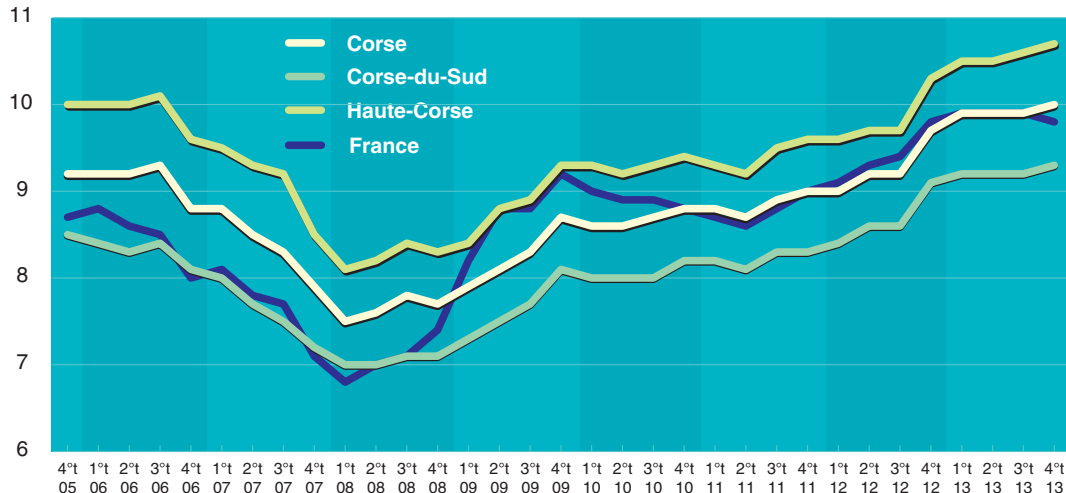
Données 2011 définitives

Source : Insee, Estimations d'emploi localisées.

Taux de chômage

Evolution trimestrielle du taux de chômage localisé

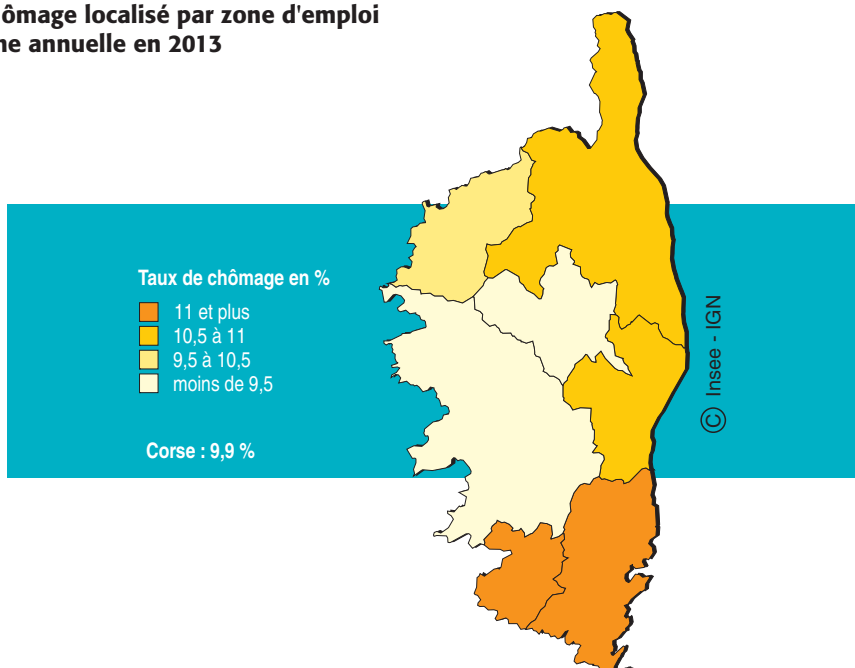
(série corrigée des variations saisonnières)



Avertissement : Les séries ont été révisées. D'une part, le nombre de chômeurs est revu à la baisse au niveau national après la rénovation du questionnaire de l'enquête emploi, ce qui a une incidence comparable sur les taux de chômage estimés au niveau local. D'autre part, la méthode d'estimation des taux de chômage a été améliorée sur différents points (passage de l'emploi au lieu de travail à l'emploi au lieu de résidence, information sur les travailleurs frontaliers, ...). A partir d'Avril 2014, les nouvelles séries de taux de chômage régionaux et départementaux sont rétro-polées, l'impact des changements de méthode ayant été neutralisé, elles sont cohérentes sur l'ensemble de la période d'estimation.

Source : Insee.

Taux de chômage localisé par zone d'emploi en moyenne annuelle en 2013



Source : Insee.

➔ La demande d'emploi

La demande d'emploi de catégories A et ABC au 31 décembre 2013

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France en milliers
Les catégories A et ABC (données brutes)				
catégorie A	8 958	9 790	18 748	3 372,0
évolution sur un an (%)	8,7	12,2	10,5	5,6
catégories ABC	10 380	11 325	21 705	4 974,4
évolution sur un an (%)	8,4	12,4	10,4	6,1
Les catégories A et ABC (données CVS)				
catégorie A	7 402	8 409	15 811	3 307,3
évolution sur un an (%)	9,0	12,5	10,8	5,6
catégories ABC	8 842	9 937	18 779	4 898,1
évolution sur un an (%)	8,8	12,7	10,8	6,0

Source : Direccte / Pôle emploi.

La demande d'emploi de catégories ABC au 31 décembre 2013

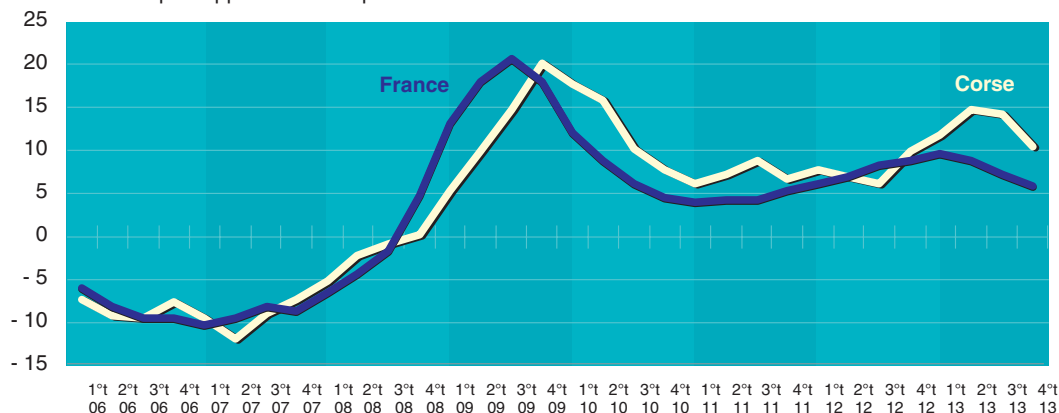
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France en milliers
Effectifs (données CVS)	8 842	9 937	18 779	4 898,1
Evolution sur un an (%)	8,8	12,7	10,8	6,0
Structure des DEFM (cat. ABC données CVS en %)				
Hommes	46,2	45,4	45,8	49,9
Femmes	53,8	54,6	54,2	50,1
Moins de 25 ans	15,9	15,2	15,6	15,7
25 à 49 ans	61,5	63,7	62,6	62,7
50 ans ou plus	22,6	21,1	21,8	21,6
Chômeurs de longue durée	25,4	25,5	25,4	41,9

Source : Direccte / Pôle emploi.

L'évolution trimestrielle de la demande d'emploi de catégories ABC

(données CVS)

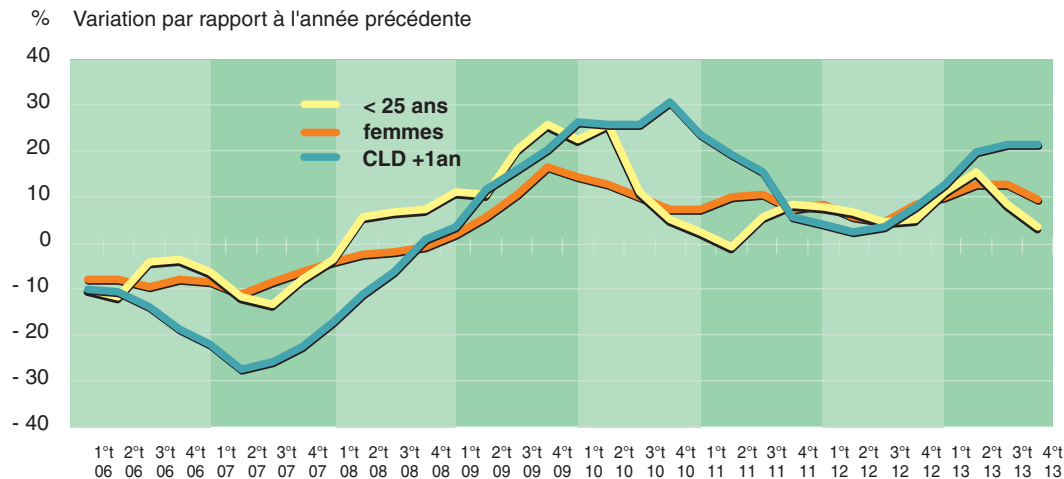
% Variation par rapport à l'année précédente



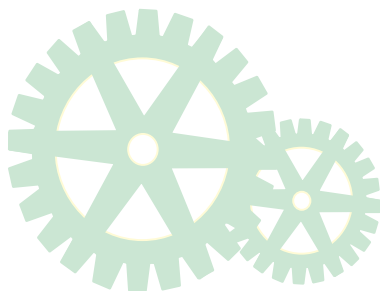
Source : Direccte / Pôle emploi.

L'évolution trimestrielle de la demande d'emploi de catégories ABC en Corse par public

(données CVS)



Source : Direccte / Pôle emploi.



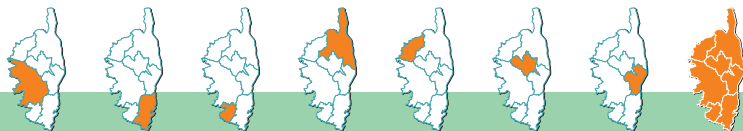
La demande d'emploi de catégories ABC selon la qualification au 31 décembre 2013

(données brutes)

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Manoeuvres	180	332	512	157 219
structure (%)	1,7	2,9	2,4	3,2
Ouvriers spécialisés	294	483	777	338 259
structure (%)	2,8	4,3	3,6	6,8
Ouvriers qualifiés	815	922	1 737	634 627
structure (%)	7,9	8,1	8,0	12,8
Employés non qualifiés	2 824	2 632	5 456	957 193
structure (%)	27,2	23,2	25,1	19,2
Employés qualifiés	5 491	6 053	11 544	2 199 142
structure (%)	52,9	53,4	53,2	44,2
Agents de maîtrise, techniciens	444	590	1 034	388 473
structure (%)	4,3	5,2	4,8	7,8
Cadres	332	313	645	299 475
structure (%)	3,2	2,8	3,0	6,0
Total	10 380	11 325	21 705	4 974 388

Source : Direccte / Pôle emploi.

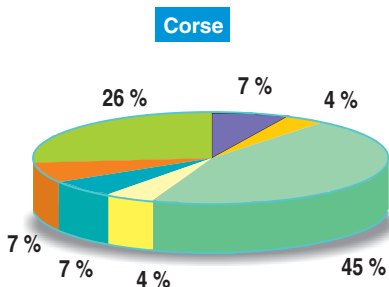
La demande d'emploi de catégories ABC par zone d'emploi au 31 décembre 2013



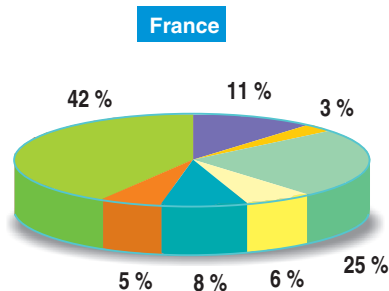
	Ajaccio	Porto-Vecchio	Sartène-Propriano	Bastia	Calvi-L'Île-Rousse	Corte	Ghisonaccia-Aléria	Total Corse
Effectifs données CVS	6 128	1 964	750	6 903	1 565	476	993	18 779
Structure (%)	32,6	10,5	4,0	36,8	8,3	2,5	5,3	100,0
Evolution sur un an (%)	6,4	17,6	11,0	15,8	8,8	4,7	7,4	10,8
Eléments de structure des DEFM (%)	< 25 ans	15,4	17,2	16,5	15,3	14,8	15,3	15,6
	> 50 ans	23,4	19,6	23,0	20,8	21,5	21,9	21,8
	Femmes	53,4	54,5	55,5	55,1	55,2	48,7	53,5

Source : Direccte / Pôle emploi.

Les inscriptions au chômage / cumul annuel 2013

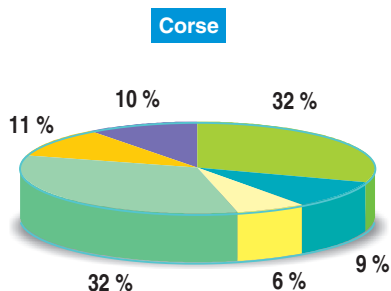


- Licenciement*
- Démission
- Fin de contrat
- 1^{ère} entrée
- Reprise activité
- Ruptures conventionnelles
- Autres

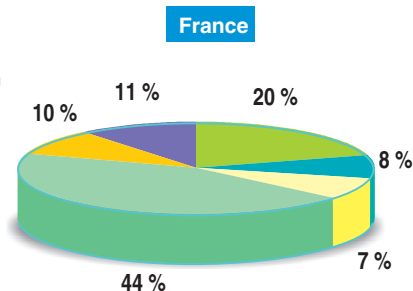


*y compris fin de convention de reclassement personnalisé, de convention de conversion ou de plan d'action personnalisé

Les sorties du chômage / cumul annuel 2013



- Reprise emploi déclarée
- Entrée en stage Pôle emploi ou action de reclassement
- Arrêt de recherche
- Absence au contrôle
- Radiations administratives
- Autres cas de sortie



Source : Direccte / Pôle emploi.

➔ L'offre d'emploi

L'offre d'emploi / cumul annuel 2013

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Données CVS				
Nombre d'offres	7 154	7 750	14 904	2 593 200
<i>dont offres durables</i>	2 334	2 327	4 661	1 231 300
Evolution sur un an* (%)	- 19,7	- 21,5	- 20,6	- 11,9
Données brutes				
Nombre d'offres	7 784	7 716	15 200	2 609 900
<i>dont offres durables</i>	2 365	2 350	4 715	1 234 777
Evolution sur un an* (%)	- 18,4	- 21,2	- 19,8	- 11,9
Activité économique (%)				
Agriculture	1,5	15,1	8,4	...
Industrie	4,8	4,4	4,6	...
Construction	7,0	5,3	6,1	...
Tertiaire	86,7	75,2	80,9	...
Qualification (%)				
Manoeuvres	2,7	5,5	4,1	5,8
Ouvriers	13,1	21,1	17,2	15,9
Employés	80,3	69,7	74,8	65,2
Agents de maîtrise, techniciens	3,2	2,9	3,1	10,3
Cadres	0,7	0,8	0,8	2,8

* de l'ensemble des offres.

Source : Direccte / Pôle emploi.

➔ Demandeurs d'emploi indemnisés et bénéficiaires de minima sociaux

Les demandeurs d'emploi indemnisés au 31 décembre 2013

(données brutes)

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse
Demandeurs d'emploi (catégories A,B,C,D,E)	12 413	12 970	25 383
Demandeurs d'emploi indemnisés* (catégories A,B,C,D,E)	8 021	8 134	16 155
<i>dont : assurance chômage</i>	6 810	6 738	13 548
<i>régime solidarité</i>	661	784	1 445
<i>stagiaire en formation</i>	549	603	1 152
Evolution sur un an (%)	9,4	10,3	9,8
Taux de demandeurs d'emploi indemnisés	64,6	62,7	63,6

*y compris bénéficiaires de l'indemnité pré-retraite.

Source : Direccte / Pôle emploi.

Les allocataires des minima sociaux au 31 décembre 2013

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
RSA				
Effectifs	3 257	4 316	7 573	2 296 022
Evolution sur un an (%)	3,8	6,1	5,1	7,2
AAH				
Effectifs	2 611	3 481	6 092	988 478
Evolution sur un an (%)	4,6	1,8	3,0	2,6

Source : Cnaf.



Principales mesures de politiques d'emploi

Insertion et formation professionnelle des jeunes / cumul sur l'année 2013

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Contrats en alternance (entrées cumulées)				
Contrats d'apprentissage	705	757	1 462	...
dont contrats d'apprentissage du secteur privé	614	727	1 341	269 622
Contrats de professionnalisation
CIVIS (effectif présent en fin de mois)				
Jeunes présents dans le dispositif	153	250	403	...
dont : femmes	76	113	189	...
jeunes en emploi	25	55	80	...
Actions de formation de la CTC				
Jeunes admis en stage	449	...

Source : UT - Dares - SNI Parcours 3 / Entrepôt régional / ARML Corse - ASP.

Réinsertion professionnelle des chômeurs / cumul sur l'année 2013

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Emploi marchand aidé				
Contrats Uniques d'Insertion - CIE*	116	96	212	50 974
Emploi non marchand aidé				
Contrats Uniques d'Insertion - CAE*	895	948	1 843	401 615
Emplois d'avenir (contrats prescrits)				
dont : secteur marchand	24	48	72	14 945
secteur non marchand	157	183	340	80 055
Contrats de génération	36	25	61	14 825

*conventions initiales + avenants de reconduction

Source : Dares.



Etablissements

Etablissements* selon l'activité et la taille en Corse au 1^{er} janvier 2013

	0 salarié (1)	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 et +
Industrie	1 414	652	150	9
Industrie agroalimentaire	376	274	69	1
Energie	375	68	33	7
Autres industries	663	310	48	1
Construction	3 501	1 656	307	8
CTHR	7 209	4 036	486	58
Commerce	4 087	2 345	291	29
Transport	555	255	100	27
Hébergement - restauration	2 567	1 436	95	2
Services	10 757	2 537	311	61
Information et communication	454	121	15	5
Activités financières	392	291	50	3
Activités immobilières	2 221	255	11	2
Soutien aux entreprises	3 335	1 006	122	15
Enseignement, santé, action sociale	2 946	418	97	31
Autres activités de service	1 409	446	16	5
Total	22 881	8 881	1 254	136

*secteur marchand non agricole.

(1) les établissements dont les effectifs sont non déclarés sont inclus dans la tranche 0 salarié.

Etablissements* selon l'activité par département en Corse au 1^{er} janvier 2013

Activité	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse
Industrie	946	1 279	2 225
Industrie agroalimentaire	317	403	720
Energie	134	349	483
Autres industries	495	527	1 022
Construction	2 651	2 821	5 472
CTHR	5 909	5 880	11 789
Commerce	3 337	3 415	6 752
Transport	445	492	937
Hébergement - restauration	2 127	1 973	4 100
Services	6 712	6 954	13 666
Information et communication	314	281	595
Activités financières	362	374	736
Activités immobilières	1 127	1 362	2 489
Soutien aux entreprises	2 291	2 187	4 478
Enseignement, santé, action sociale	1 674	1 818	3 492
Autres activités de service	944	932	1 876
Total	16 218	16 934	33 152

*secteur marchand non agricole.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

➔ Démographie des entreprises

Créations d'entreprises* selon l'activité en 2013

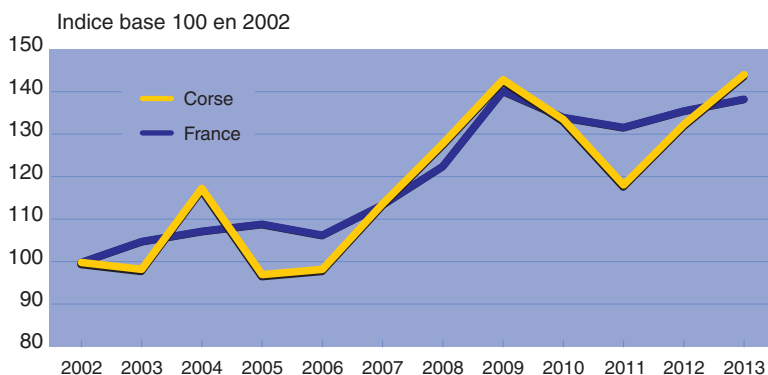
	Corse-du-Sud nombre	Haute-Corse nombre	Corse nombre	Corse %	France %
Industrie	96	135	231	6,2	5,0
dont auto-entrepreneurs	63	38	101	43,7	52,4
Construction	425	418	843	22,7	14,7
dont auto-entrepreneurs	393	92	385	45,7	42,9
CTHR**	533	549	1 082	29,1	27,2
dont auto-entrepreneurs	237	210	447	41,0	47,5
Services	746	817	1 563	42,0	53,1
dont auto-entrepreneurs	444	333	777	49,7	56,2
Total	1 800	1 919	3 719	100,0	100,0
dont auto-entrepreneurs	1 037	673	1 710	46,0	51,7

*secteur marchand non agricole **commerce, transport, hébergement-restauration

Lecture : le secteur de la construction représente 22,7 % des entreprises créées ; 45,7 % de ces entreprises ont un statut d'auto-entreprise

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Evolution des défaillances d'entreprises en date de jugement



Source : Banque de France, Fiben.

➔ Entreprises technologiques

Emploi des entreprises* technologiques au 31 décembre 2012

Activité	Nombre d'entreprises	Nombre de salariés
Edition de logiciels	6	18
Programmation, gestion et maintenance informatique	274	107
Traitement de données, portail internet	52	107
Total	332	232

*entreprises dont le siège social est en Corse.

Source : Insee, Connaissance locale de l'appareil productif (Clap).



Entreprises artisanales

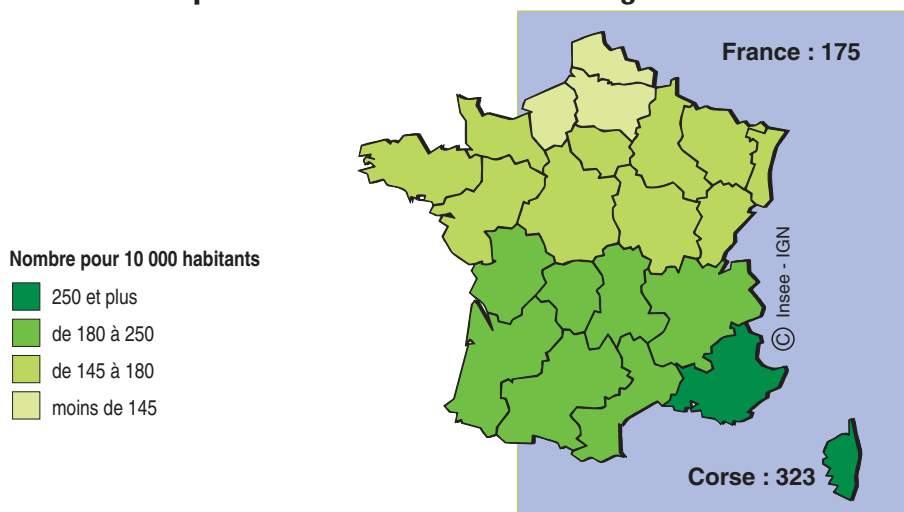
Créations d'entreprises artisanales par activité principale en 2013

	Corse-du-Sud nombre	Haute-Corse nombre	Corse		France	
			nombre	%	nombre	%
Industrie	90	120	210	13,0	20 237	12,0
Construction	403	402	805	49,8	70 997	42,2
CTHR*	86	125	211	13,1	25 477	15,2
Services	175	214	389	24,1	51 426	30,6
Total	754	861	1 615	100,0	168 137	100,0

*commerce, transport, hébergement-restauration

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

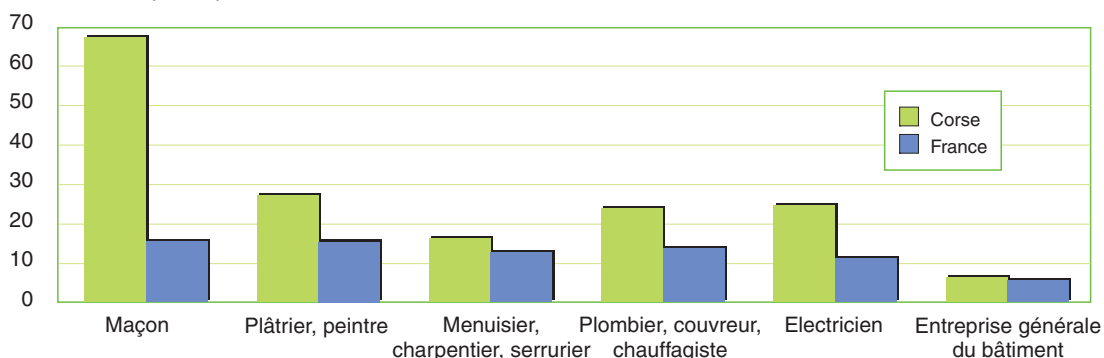
Entreprises artisanales pour 10 000 habitants selon les régions en 2013



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements, Estimations de population (au 1^{er} janvier 2013).

Artisans du bâtiment pour 10 000 habitants au 1^{er} janvier 2013

Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants



Source : Insee, Base permanente des équipements, Estimations de population (au 1^{er} janvier 2013).

➔ Transports

Répartition des passagers transportés selon le type de trafic en 2013

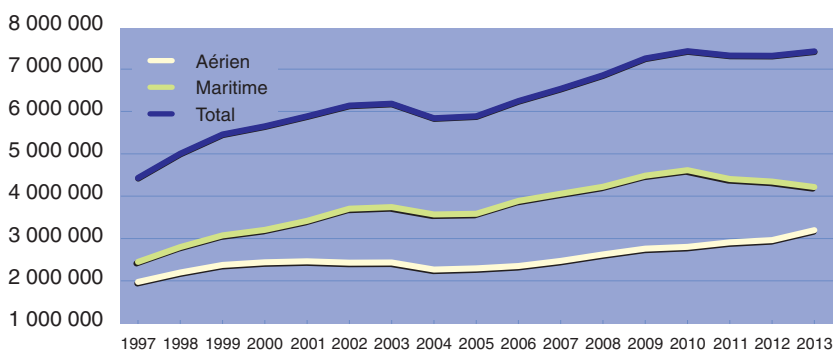
(nombre de passagers au départ et à l'arrivée)

Ports et (ou) aéroports	Maritime		Aérien	Total
	Lignes régulières	Croisières	Lignes régulières et charter	
Ajaccio	1 061 097	560 443	1 350 729	2 972 269
Bastia	2 161 553	9 866	1 125 774	3 297 193
Bonifacio	255 533	15 303	///	270 836
Calvi	79 350	72 339	302 599	454 288
Figari	///	///	451 439	451 439
L'Île-Rousse	446 307	592	///	446 899
Porto-Vecchio	114 337	23 616	///	137 953
Propriano	136 744	8 719	///	145 463
Ensemble	4 254 921	690 878	3 230 541	8 176 340
Evolution 2013/2012	- 3,0 %	- 15,6 %	7,9 %	- 0,3 %

Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

Evolution des trafics passagers sur lignes régulières et charter

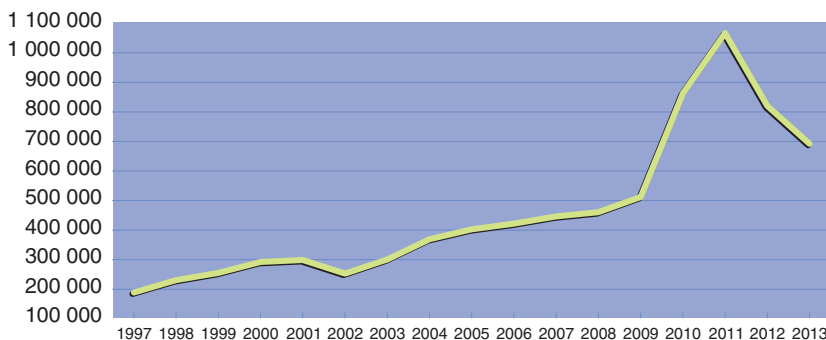
Nombre de passagers au départ et à l'arrivée



Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

Evolution des trafics passagers croisières

Nombre de passagers au départ et à l'arrivée



Source : Observatoire régional des transports de la Corse.



DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Tourisme : hôtels

Fréquentation des hôtels en 2013 et évolution 2013/2012 par bassin touristique selon les principales nationalités (en milliers de nuitées et %)

	Ajaccio		Bastia		Balagne		Extrême-Sud		Total Corse	
	2013 nombre	13/12 %	2013 nombre	13/12 %	2013 nombre	13/12 %	2013 nombre	13/12 %	2013 nombre	13/12 %
Français	969	2,6	477	-2,7	320	-2,2	302	-13,0	2 068	-1,9
Etrangers	234	-1,2	196	-0,3	184	1,2	131	11,2	745	1,6
dont : Allemands	34	-5,2	35	-7,0	34	-20,6	15	-14,3	118	-11,8
Italiens	35	-4,6	47	15,1	24	-0,3	22	13,3	128	5,7
Ensemble	1 203	1,8	673	-2,0	504	-1,0	433	-6,8	2 813	-1,0

Source : Insee, Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS) - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie.

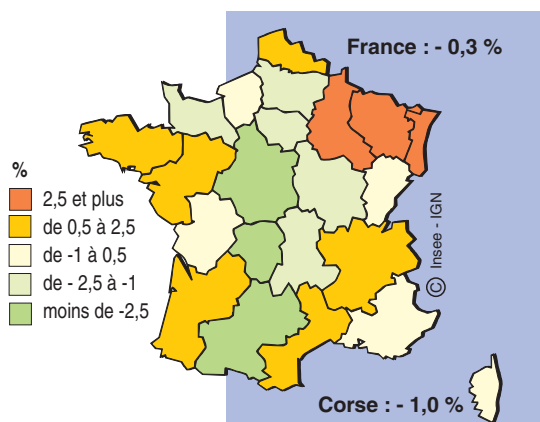
Parc hôtelier en Corse en 2013

	Corse-du-Sud hôtels	Haute-Corse hôtels	Corse hôtels chambres	
1 étoile	1	0	1	14
2 étoiles	32	32	64	1 651
3 étoiles	76	66	142	5 222
4 étoiles ou +	33	10	43	1 585
Ensemble des classés	142	108	250	8 472
Non classés	60	61	121	2 729
Ensemble du Parc	202	169	371	11 201

Parc au 1^{er} août.

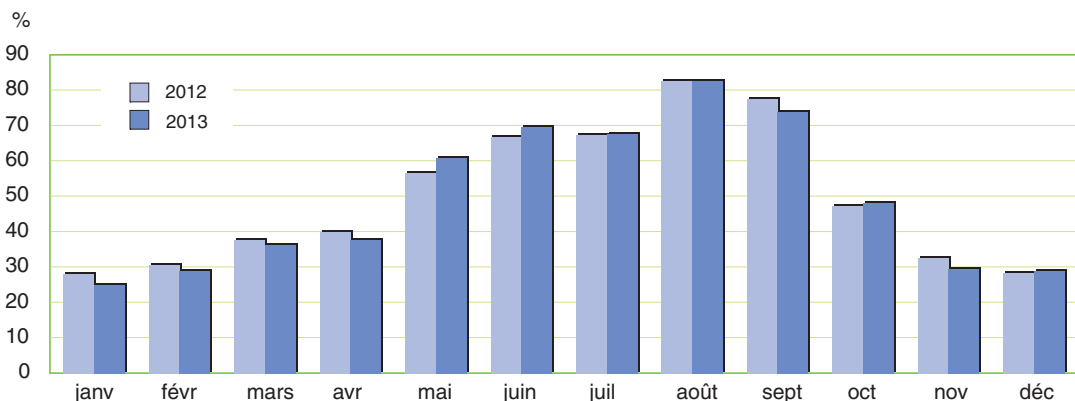
Source : Insee, DGCIS, partenaires régionaux.

Evolution des nuitées totales entre 2012 et 2013 dans l'hôtellerie par région



Source : Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation.

Taux d'occupation des hôtels en Corse



Source : Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie.

Tourisme : campings

Fréquentation des campings en 2013 et évolution 2013/2012 par bassin touristique selon les principales nationalités (en milliers de nuitées et %)

	Ajaccio		Bastia		Balagne		Extrême-Sud		Total Corse	
	2013 nombre	13/12 %	2013 nombre	13/12 %	2013 nombre	13/12 %	2013 nombre	13/12 %	2013 nombre	13/12 %
Français	690	11,8	723	14,3	454	27,7	704	5,7	2 571	13,2
Etrangers	332	25,3	530	18,8	242	23,8	430	12,6	1 534	19,1
dont : Allemands	127	40,1	212	21,3	83	24,7	135	17,1	557	24,5
Italiens	87	26,3	116	23,2	78	26,4	148	19,1	429	22,9
Ensemble	1 022	15,9	1 253	16,2	696	26,3	1 134	8,2	4 105	15,3

Source : Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air.

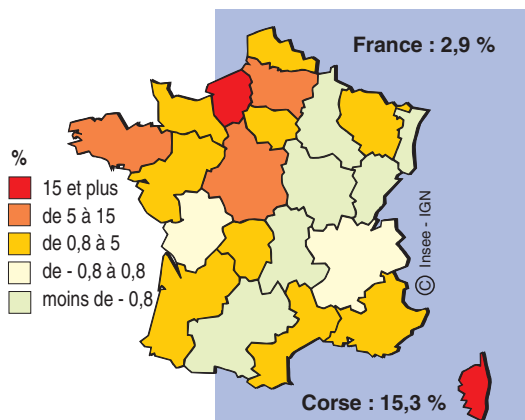
Parc des campings en Corse en 2013

	Corse- du-Sud campings	Haute- Corse campings	Corse campings emplacements	
1 étoile	1	1	2	370
2 étoiles	13	19	32	3 561
3 étoiles	35	10	45	6 620
4 étoiles ou +	8	9	17	4 372
Ensemble des classés	57	39	96	14 923
Non classés	26	24	50	6 132
Ensemble du Parc	83	63	146	21 055

Parc au 1^{er} août.

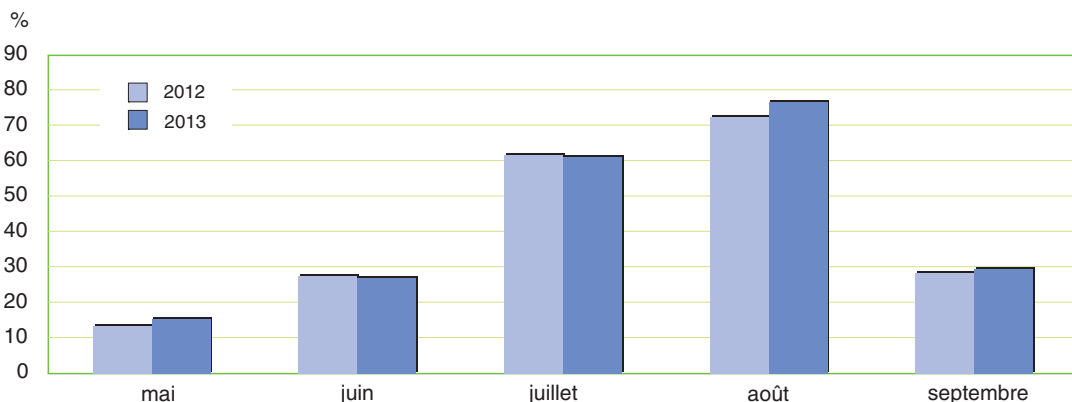
Source : Insee, DGCIS, partenaires régionaux.

Evolution des nuitées totales entre 2012 et 2013 (mai à septembre) dans les campings par région



Source : Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation.

Taux d'occupation des campings en Corse



Source : Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air.

➔ Revenus

Formation du revenu disponible brut (RDB) des ménages en 2011 (en % du RDB)

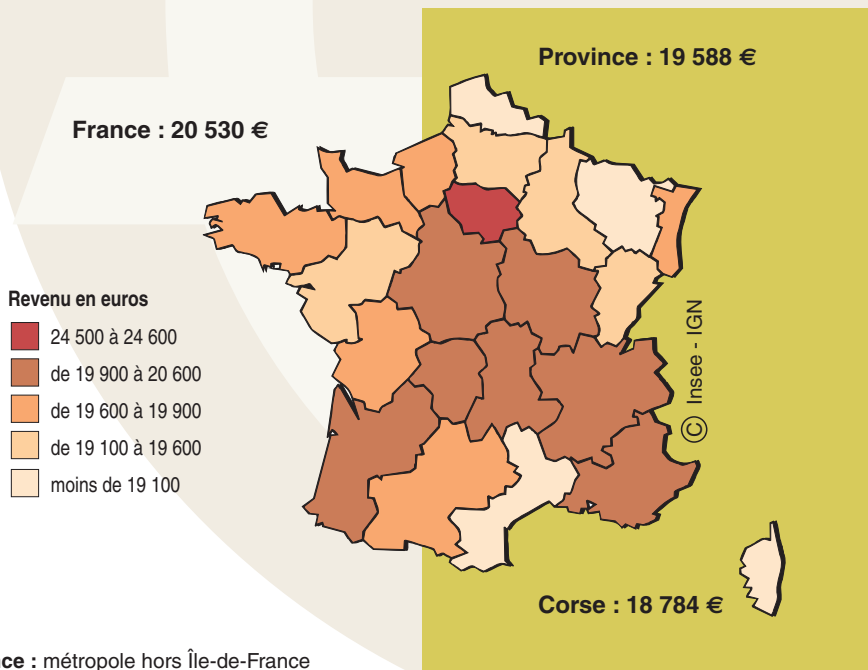
	Excédent brut et revenu mixte	+ Salaires et traitements bruts	- Cotisations sociales des salariés et des non-salariés	- Impôts	+ Prestations en espèces	+ Autres*	= Revenu disponible brut
Corse	26,3	50,7	9,7	12,7	33,2	12,2	100,0
Province	21,3	55,9	9,9	12,2	34,4	10,5	100,0
France	21,1	59,5	10,5	13,3	32,3	10,9	100,0

*revenu de la propriété (intérêts, revenus des sociétés, revenus attribués aux assurés, revenus des terrains et gisements) + autres transferts courants

Données 2011 semi-définitives

Source : Insee, Comptes régionaux des ménages - Base 2005.

Revenu disponible brut des ménages par habitant selon les régions en 2011



Province : métropole hors Île-de-France

Données 2011 semi-définitives

Source : Insee, Comptes régionaux des ménages - Base 2005..

➔ Revenus salariaux

Revenus salariaux annuels moyens nets de prélèvements par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 2011

	Corse euros	Province euros	France entière euros
Ensemble	18 656	19 823	21 238
Cadres	35 670	35 927	39 514
Professions intermédiaires	24 408	23 509	24 021
Employés	14 348	14 547	14 994
Ouvriers qualifiés	17 119	17 994	18 213
Ouvriers non-qualifiés	12 219	13 375	13 538
Hommes	20 464	22 629	24 217
Cadres	38 370	39 514	43 624
Professions intermédiaires	26 467	25 935	26 307
Employés	16 238	17 069	17 406
Ouvriers qualifiés	17 482	18 618	18 813
Ouvriers non-qualifiés	13 017	14 350	14 515
Femmes	16 650	16 888	18 140
Cadres	31 723	30 107	33 257
Professions intermédiaires	22 586	21 223	21 930
Employés	13 473	13 669	14 083
Ouvriers qualifiés	13 511	14 421	14 777
Ouvriers non-qualifiés	9 773	11 600	11 735

A compter de 2002, les indemnités de chômage sont intégrées dans les revenus salariaux. Par souci de cohérence et d'alignement avec d'autres données, la colonne "apprentis, stagiaires et emplois aidés" a été supprimée.

Source : Insee, Déclarations annuelles de données sociales (DADS).

Disparités des revenus salariaux annuels en 2011

	1 ^{er} quartile euros	3 ^e quartile euros	Rapport interquartile
Corse	10 689	23 650	2,2
Province	12 289	24 359	2,0

Source : Insee, Déclarations annuelles de données sociales (DADS).

Premier (respectivement troisième) quartile du revenu : seuil de revenu annuel que touchent au maximum les 25 % (respectivement les 75 %) des salariés les moins bien payés.

Rapport interquartile : le rapport entre le troisième et le premier quartile donne une mesure de la dispersion des revenus.



DEFINITIONS

POPULATION

Taux de natalité : rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Taux de mortalité : rapport du nombre de décès de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Espérance de vie à la naissance : durée de vie moyenne d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge.

La nouvelle méthode de recensement : depuis 2004, la nouvelle méthode de recensement substitue au comptage traditionnel organisé tous les huit ou neuf ans une technique d'enquêtes annuelles. Elle distingue les communes de moins de 10 000 habitants d'une part, recensées une fois tous les 5 ans par roulement, et les communes de plus de 10 000 habitants d'autre part, pour lesquelles un échantillon d'adresses regroupant environ 8 % de la population est recensé chaque année.

Ménage : ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Famille : partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée, soit d'un couple marié ou non, avec ou sans enfants, soit d'un adulte avec un ou plusieurs enfants. Dans une famille, l'enfant doit être célibataire (lui-même sans enfant).

Famille monoparentale : comprend un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires (n'ayant pas d'enfant).

Etranger : personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française. Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité sont considérées comme françaises. Un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment).

Catégories socioprofessionnelles : la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles dite PCS classe la population selon une synthèse de la profession (ou de l'ancienne profession), de la position hiérarchique et du statut (salarié ou non).

ECONOMIE GENERALE

Valeur ajoutée brute : différence entre la valeur des biens et services produits et celle des biens et services utilisés pour la production (consommations intermédiaires).

Produit intérieur brut (PIB) : somme des valeurs ajoutées brutes augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques) moins les subventions sur les produits. Le PIB correspond à la valeur des biens et services produits sur le territoire économique et disponibles pour les emplois finaux (consommation, stockage, investissement et exportation).

PIB en valeur : le PIB est dit “en valeur” ou “nominal” si ses différentes composantes sont évaluées aux prix de l'année en cours (PIB à prix courants).

PIB en volume : le PIB est dit “en volume” ou “réel” si les montants qui le constituent ont été évalués aux prix d'une année donnée choisie comme année de base (PIB à prix constants corrigés de la hausse des prix).

PIB par emploi : le PIB en volume par emploi est une approximation de la productivité apparente du travail par tête.

Productivité apparente du travail par tête : rapport entre la richesse créée (mesurée par la valeur ajoutée en volume) et le volume de travail mis en œuvre dans le processus de production (mesuré par le nombre de personnes en emploi).

Services principalement marchands : regroupent les secteurs des transports, des activités financières, des activités immobilières, des services aux entreprises et des services aux particuliers.

Services administrés : regroupent les secteurs de l'éducation-santé-action sociale et de l'administration.

Population active : regroupe la population ayant un emploi, les chômeurs et les militaires du contingent.

Taux d'activité : rapport entre la population active et la population totale de même sexe et de même âge. Conventionnellement, le taux d'activité d'ensemble est estimé sur la population de 15 à 64 ans.

Taux d'emploi : rapport entre la population active ayant un emploi et la population totale de même sexe et de même âge. Conventionnellement, le taux d'emploi d'ensemble est estimé sur la population de 15 à 64 ans.

Zones d'emploi : espaces géographiques à l'intérieur desquels la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lesquels les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage actualisé 2010 se fonde sur les flux de déplacements domicile-travail des actifs observés lors du recensement de 2006.

Estimations d'emploi localisées (Estel) : Le champ couvert est l'emploi total salarié et non salarié au 31 décembre, répertorié BIT, et mesuré au lieu de travail et lieu de résidence, avec prise en compte de la multi-activité. C'est une synthèse de sources : DADS, fichiers de paye des agents de l'Etat, particuliers employeurs et fichiers MSA et Acoass.

Estimations trimestrielles d'emploi salarié : résultent de l'exploitation des bordereaux de cotisation Urssaf. Elles sont calculées sur l'ensemble des secteurs marchands hors agriculture et emploi public dans l'administration, l'éducation, la santé et l'action sociale.

BIT : Bureau international du travail

Chômeur au sens du BIT : personne en âge de travailler (15 ans ou plus)



EMPLOI

qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs (au sens du BIT) à la population active totale.

Correction des variations saisonnières (CVS) : technique que les statisticiens emploient pour éliminer les fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales.

■ *La demande d'emploi*

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) : comptabilisent les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Demandes d'emploi enregistrées (DEE) : demandes nouvelles enregistrées par Pôle emploi au cours du mois.

Demandes d'emploi sorties (DES) : demandes sorties des fichiers du Pôle emploi au cours du mois.

■ *L'indemnisation du chômage*

Régime d'assurance chômage : système de protection sociale contre la privation d'emploi. Il est chargé de recueillir les contributions des employeurs et des salariés afin d'indemniser les personnes

involontairement privées d'emploi qui ont travaillé et cotisé. La principale allocation versée au titre de ce régime est l'Allocation d'aide au retour à l'emploi y compris formation (ARE+AREF).

Régime de solidarité : régime d'indemnisation du chômage institué pour certaines catégories de personnes ne remplissant pas les conditions exigées pour bénéficier de l'assurance chômage. Les deux principales allocations versées au titre de ce régime sont l'Allocation temporaire d'attente (ATA) qui s'adresse aux chômeurs qui n'ont pas de référence de travail (durée maximale : 1 an) et l'Allocation de solidarité spécifique (ASS), ouverte à tout allocataire cessant d'être indemnisé par le régime d'assurance chômage.

■ **Les minima sociaux**

Le Revenu de solidarité active (RSA) : entré en vigueur le 1^{er} juin 2009, il a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires (loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008). Il remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI), l'Allocation de parent isolé (API) ainsi que les mécanismes d'intéressement liés à la recherche d'emploi.

Allocation adulte handicapé (AAH) : destinée à assurer un revenu minimum aux personnes handicapées.

■ **Les principales mesures de politique d'emploi**

Contrats du secteur marchand

Contrat d'apprentissage : destiné aux jeunes de 16 à 25 ans, il vise à apprendre un métier en alternant formation en entreprise et enseignement professionnel.

Contrat de professionnalisation : destiné aux jeunes de 16 à 25 ans ou demandeurs d'emploi de plus de 26 ans, dont l'objectif est de permettre au salarié l'acquisition d'une qualification professionnelle, de favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle. C'est un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée avec une action de professionnalisation.

Le contrat de génération : est un dispositif d'aide à l'emploi visant à créer des binômes jeune-senior pour encourager l'embauche des jeunes et garantir le maintien dans l'emploi des seniors, tout en assurant la transmission des compétences. Ce dispositif prévoit une aide financière pour toute embauche à partir de 2013 effectuée par les PME sous certaines conditions.

Contrat du secteur non marchand

Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) : destiné aux jeunes de 16 à 25 ans révolus rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle.

Contrat des secteurs marchand et non marchand

Contrat unique d'insertion (CUI) : entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010, le nouveau "contrat unique d'insertion" prend la forme dans un



DEFINITIONS

EMPLOI

cadre rénové, du contrat initiative emploi (CUI-CIE) dans le secteur marchand et du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE), dans le secteur non marchand. Il a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi.

L'emploi d'avenir : est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics, susceptibles de permettre une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Entreprise : unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Etablissement : unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

Création d'entreprise : correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur. Il n'y a création d'entreprise que si elle s'accompagne de la mise en oeuvre de nouveaux moyens de production. Cette nouvelle notion de création d'entreprise inclut les réactivations d'entreprises dont la dernière cessation remonte à plus d'un an et les reprises d'entreprises s'il n'y a pas continuité de l'entreprise. On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise quand deux caractéristiques du siège de l'entreprise sur trois parmi l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité et la localisation sont modifiées lors de la reprise.

La statistique de création d'entreprise couvre l'ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Depuis le 1^{er} janvier 2007, la notion de création d'entreprise a été redéfinie. Elle s'appuie désormais sur un concept harmonisé au niveau européen.

Défaillance d'entreprise : une entreprise est en situation de **défaillance** ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. La procédure judiciaire peut avoir différentes issues : liquidation de l'entreprise, poursuite de l'activité suite à un plan de continuation, reprise de l'activité suite à un plan de cession.

Il ne faut pas confondre cette notion avec la notion plus large de cessation (arrêt total de l'activité économique de l'entreprise).

Régime de l'auto-entrepreneur : il s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009 aux personnes créant ou possédant déjà une entreprise individuelle. Ses formalités sont allégées.

Connaissance locale de l'appareil productif (Clap) : système d'information multi-sources permettant de fournir des statistiques localisées au lieu de travail sur l'emploi salarié et les rémunérations pour les activités des secteurs marchand et non marchand. Le référentiel d'entreprises et d'établissements est constitué à partir du Répertoire des entreprises et des établissements. Les données sur l'emploi salarié résultent des informations issues des DADS, des Urssaf (plus MSA pour l'agriculture) et du système d'information sur les agents de l'Etat.

Entreprise artisanale : qui exerce, sous la direction d'une personne ayant la qualification requise d'artisan ou de maître artisan, en n'employant en principe pas plus de dix salariés, une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de service relevant de l'artisanat ; immatriculée au répertoire des métiers.

Touriste : visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé, pour un motif professionnel ou privé.

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement d'hébergement.

Taux d'occupation : nombre de chambres (ou d'emplacements de campings) occupé(e)s rapporté au nombre de chambres (ou d'emplacements de campings) offert(e)s effectivement disponibles (fermetures saisonnières, hebdomadaires, etc.) par les établissements (en %).

EVENUS - SALAIRES

Revenu disponible brut : revenu primaire (revenu d'activité ou de placement) augmenté des transferts reçus (prestations sociales en espèces) et diminué des impôts et cotisations sociales. C'est donc la part des revenus à disposition des ménages pour la consommation et l'épargne.

Revenu salarial annuel : salaire effectivement perçu, net de prélèvements à la source et non pondéré par le temps de travail. Il est mesuré au lieu de résidence et prend en compte toutes les périodes successives de travail dans l'année ainsi que les activités complémentaires relevant de plusieurs employeurs. Il comprend les indemnités de chômage. (Sont concernés les salariés relevant du champ des DADS).

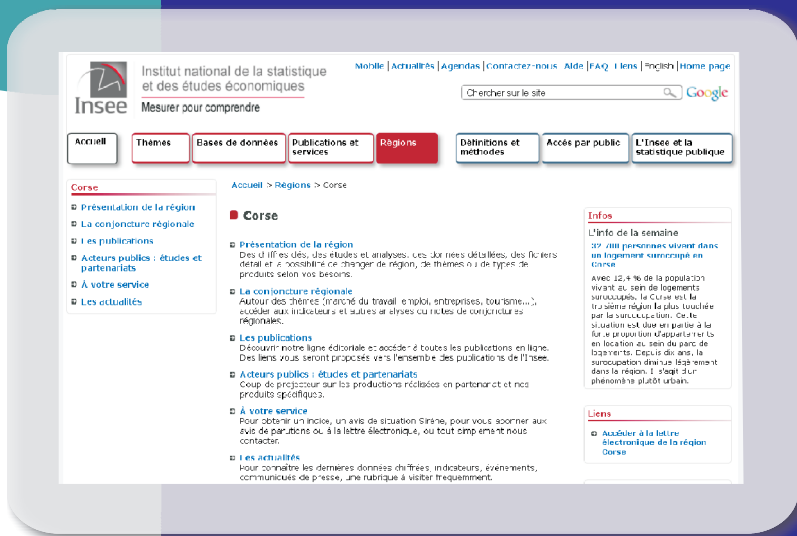
Déclarations annuelles de données sociales (DADS) : cette formalité déclarative, que doit accomplir annuellement toute entreprise employant des salariés, est destinée aux administrations sociales et fiscales. Les employeurs sont tenus de communiquer diverses informations pour tous leurs salariés. Le champ des DADS comprend l'ensemble des employeurs et de leurs salariés sauf les salariés de l'agriculture et de la sylviculture, les agents des organismes de l'Etat, titulaires ou non, les services domestiques et les activités extraterritoriales.



La
CORSE
en Bref

Retrouvez
les données et
séries longues de
La Corse en bref
sur l'espace régional
www.insee.fr/corse

un accès libre
et gratuit
à l'information



Corsic@ctualités

Corsic@ctualités est la lettre d'information électronique de l'Insee-Corse qui paraît tous les deux mois.

L'abonnement **gratuit** à Corsic@ctualités est possible sur

www.insee.fr/corse